



INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE – FICHE N°14

LE PARLEMENT EUROPÉEN

Le Parlement européen est le seul organe de l'Union européenne qui est élu par les 508 millions de citoyens de l'UE. Il détient un rôle-clé dans l'élection du président de la Commission européenne et partage la compétence budgétaire et législative avec le Conseil de l'Union européenne.

Les élections au Parlement européen

Depuis 1979, le Parlement est élu tous les cinq ans au suffrage universel direct, selon un scrutin proportionnel de liste. Par contre, les modalités du scrutin peuvent varier d'un pays à l'autre. Pour être éligible, il faut être citoyen de l'Union européenne et résider dans l'Etat membre du lieu de vote ou de candidature. Il y a également un âge minimum mais il varie selon les pays : 18, 19, 21, 23 ou 25 ans (l'âge minimum en France est de 18 ans).

Les circonscriptions législatives européennes est également protéiforme. Pour la plupart des Etats membres, c'est le pays entier qui fait office de circonscription. Pour six Etats (Belgique, France, Irlande, Italie, Pologne et le Royaume-Uni), le territoire national est divisé en circonscriptions pour les élections européennes. Et en Allemagne, les partis politiques peuvent présenter des listes à l'échelle des Länder ou à l'échelle nationale.

Ainsi, la population des circonscriptions varie énormément en fonction des Pays. Par exemple, la communauté germanophone de Belgique est la plus représentée au Parlement européen, avec un siège pour 71 000 personnes, tandis que les populations de la Sicile et de la Sardaigne sont les moins représentées, avec un siège unique pour 943 000 personnes.

L'organisation du Parlement européen

Le Parlement européen organise son travail autour de vingt commissions (et deux sous-commissions) parlementaires permanentes ainsi que deux commissions spéciales (actives en 2013-2014). Les commissions sont composées de 28 à 86 députés et sont dotées d'un président, d'un bureau et d'un secrétariat. Leur composition politique reflète la composition politique de l'assemblée plénière.

- Commission des affaires constitutionnelles (AFCO)
- Commission des affaires étrangères (AFET)
- Commission de l'agriculture et du développement rural (AGRI)
- Commission des budgets (BUDG)
- Commission du contrôle budgétaire (CONT)
- Commission de la culture et de l'éducation (CULT)
- Commission du développement (DEVE)
- Commission des affaires économiques et monétaires (ECON)
- Commission de l'emploi et des affaires sociales (EMPL)
- Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire (ENVI)
- Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres (FEMM)
- Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs (IMCO)
- Commission du commerce international (INTA)
- Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie (ITRE)
- Commission des affaires juridiques (JURI)
- Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE)
- Commission de la pêche (PECH)
- Commission des pétitions (PETI)
- Commission du développement régional (REGI)
- Commission des transports et du tourisme (TRAN)

Les deux sous-commissions sont celle sur les droits de l'Homme (DROI) et celle de la sécurité et la défense (SEDE), elles sont rattachées à la commission des affaires étrangères.

Les deux commissions spéciales sont la commission spéciale sur la crise financière, économique et sociale (CRIS) et la commission spéciale sur les défis politiques et les ressources budgétaires pour une Union européenne durable après 2013 (SURE).